

# LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Georges de MONTENACH

Un Problème Social : VI : L'alimentation collective  
(Lahor, Jean. L'alimentation à bon marché, saine et  
rationnelle)

Dans *L'Eveil (Echos de Saint-Maurice)*, 1908, tome 10, p. 345-351

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

# Un Problème Social

## VI

### *L'alimentation collective.*

J'ai souligné devant vous les avantages sociaux de l'enseignement ménager, j'ai montré qu'il pouvait devenir un des facteurs principaux de la renaissance sociale que nous devons poursuivre, et, quittant le livre de Jean Lahor, je me suis laissé entraîner à mettre en relief certains points maintenus par lui dans l'ombre.

Je vais rentrer maintenant dans le plein de mon sujet, en constatant que, si, d'une part, l'enseignement ménager, vivement et justement préconisé par Monsieur Lahor, pousse à la reconstitution de la famille, les œuvres d'alimentation collective non moins prônées par lui, tendent au contraire, à la dislocation du foyer.

L'introduction dans notre existence coutumière d'une foule d'habitudes inconnues aux générations précédentes ne saurait, en effet, demeurer sans influence sur l'évolution des mœurs et des esprits, et cette influence me paraît d'autant plus redoutable, que nous sommes imprégnés par elle, insensiblement et presque sans nous en apercevoir.

Le restaurant populaire, quelle que soit la forme prise par lui, joue dans les grandes villes, et même dans les petites, un rôle de plus en plus important et, pour un nombre toujours plus considérable de familles des classes moyennes et ouvrières, il vient à remplacer, dans une certaine mesure, la vie familiale alimentaire, par la vie collective. Le nombre des petits ménages augmente sans cesse, qui pour éviter des tracas et réaliser des économies, éteignent à jamais la flamme de leur fourneau et prennent l'habitude de manger régulièrement loin de chez eux.

Cette nouvelle manière de vivre fait le succès des restaurants populaires à bon marché, les multiplie partout, et il y a dans ce fait de quoi inquiéter le sociologue et le penseur chrétien.

Les socialistes qui se risquent à nous montrer, dans ses grandes lignes, la cité future qu'ils rêvent de bâtir sur les ruines de la société capitaliste actuelle, sont unanimes à nous annoncer la fin de ce que je nomme l'alimentation individuelle en famille et sa transformation en service municipal, comme l'eau, le gaz et la lumière électrique.

Ils savent bien que *la marmite* est la pierre angulaire du foyer et qu'en la renversant dans chaque maison, on amènera certainement la désagrégation de la famille et son éparpillement. Sans nous en douter, pour ainsi dire, nous travaillons tous les jours à la réalisation de ce programme collectiviste et nous l'exécutons point par point sur le terrain de l'alimentation, en multipliant certaines œuvres et certaines institutions dont le type n'aura besoin que d'être généralisé le jour où l'on voudra frapper le coup décisif.

Les socialistes veulent que l'enfant soit, dès sa naissance, placé dans des établissements spéciaux, où pendant ses premières années on l'élèvera comme un petit animal anonyme.

N'établissons-nous pas partout les *Crèches*, les *Pouponnières*, les *Gouttes de lait*, les *Bouchées de pain* et autres œuvres qui permettent aux femmes de la classe ouvrière de se décharger de leur marmaille pendant la journée tout entière.

Il n'y a pas bien longtemps, l'école était simplement un local où l'enfant poursuivait pendant quelques années, son instruction et son éducation; dans ce local, il demeurerait chaque jour, quatre ou cinq heures au plus.

A la suite d'une transformation qui s'accuse tous les

jours davantage et qui est en harmonie parfaite avec les doctrines collectivistes, l'école devient le centre de toute une série d'institutions qui visent à encadrer la vie de l'écolier et à remplacer pour lui la famille : Garderies scolaires, Promenades scolaires, Colonies de vacances, Cours du soir, etc.

Voici que nous possédons, en outre, le *Vestiaire scolaire* et la *Cuisine scolaire*. Cette dernière œuvre, la seule qui doive nous arrêter ici, s'est immédiatement répandue dans plusieurs pays à la fois, on en doit l'idée première à un instituteur français dont le nom m'échappe.

Il y a déjà maintenant à Paris plus de 40,000 enfants qui déjeunent à midi dans les écoles. Dans le dernier Congrès d'hygiène alimentaire, la gratuité du repas de midi pour tous les élèves indigents a été proposée comme une mesure générale par M. Driessens.

Ce savant pense que le législateur, ayant décrété l'instruction obligatoire, est tenu de décréter également l'alimentation obligatoire, du moins des enfants pauvres. Vous voyez où cela peut nous mener.

Des cuisines scolaires ont été établies à Lausanne, puis tout récemment dans le quartier de l'Auge à Fribourg, où 170 enfants reçoivent une pitance appétissante contre une légère rétribution.

Le mouvement s'étendra, il n'en faut pas douter, car il porte remède à un état de fait douloureux et presque intolérable, mais il peut être l'œuf de bien des transformations dangereuses, il est en tous cas un coup redoutable porté à la vie de famille normale et traditionnelle.

Il m'en a coûté d'écrire les lignes ci-dessus, car je sens mieux que personne, la nécessité de remédier à certains abus lamentables. Beaucoup d'enfants sont envoyés à l'école insuffisamment nourris, ou nourris d'une

manière irrationnelle, ce qui les place dans un état d'infériorité physique et morale vis-à-vis de leurs camarades plus favorisés.

Les médecins scolaires berlinois ont constaté naguère, dans un rapport qui fit beaucoup de bruit, que les enfants débiles et maladifs sont un bois mort pour la classe, car on ne peut rien demander à des corps insuffisamment robustes : « ces enfants, ajoutaient-ils, tomberont infailliblement plus tard à la charge de l'assistance publique. Ils feront baisser le nombre des jeunes gens aptes au service militaire. Ils causeront ainsi un tort considérable à la force militaire et à la production industrielle et économique de la nation ».

Tout cela est fort exact et on comprend que les autorités médicales, comme conclusion logique de leurs observations, aient recommandé l'installation dans toutes les écoles berlinoises des fourneaux scolaires qui donneraient, le matin, deux soupes chaudes avec pain et légumes, et, le soir, des tasses de chocolat au lait bien bourrées de pain.

Ces dispositions sont prises pour remédier à l'incurie constatée dans les familles, incurie qui prend à Berlin par exemple, — puisque nous sommes dans cette ville restons-y, — des proportions incroyables.

Une enquête a relevé en effet que 4038 familles n'ont aucune alimentation régulière, ne cuisent pas chez elles et vivent au jour le jour de café ou de mets froids, dus à la charité publique, à un heureux hasard, ou achetés dans la rue et consommés sur place.

Ces familles possèdent dans leur ensemble le total d'environ 13,817 enfants dont les deux tiers fréquentent les écoles publiques.

De telles constatations effrayent et on comprend que ceux qui les font, veuillent à tout prix remédier à un état de choses aussi navrant.

La *Liberté* de Fribourg a publié sur cette question de l'alimentation scolaire d'intéressants articles auxquels j'emprunte les renseignements suivants :

« Le directeur des écoles de Nyon, M. Louis Goumaz a fait procéder à une enquête sur le déjeuner des 550 enfants qui fréquentent les classes primaires de cette ville. Sur ces 550 écoliers, 25 à 30 ne mangent rien du tout, le matin ; ils arrivent en classe l'estomac vide ; ils en repartent, l'estomac épuisé, car l'école ne leur a fourni que de la science plus ou moins abstruse ; or la science ne nourrit pas ; 50 doivent se contenter d'une tasse... de chicorée ; 150 au moins, ne prennent qu'un bol de café au lait, de chocolat, de cacao, un peu de soupe claire, — mais sans pain, sans le traditionnel morceau de pain ; 400 enfin « avalent » leur déjeuner en toute hâte, de peur d'être en retard.

A Zurich, une enquête du même genre révéla que 91 écoliers se rendaient en classe sans avoir déjeuné et que 265 n'avaient déjeuné que dans une mesure insuffisante. Et combien ont avalé leur repas matinal avec trop de hâte, on ne le dit pas. »

Tout ceci prouve que le *repas scolaire* a, sous une forme ou sous une autre, sa raison d'être dans les petites villes de notre pays, aussi bien que dans les grandes capitales de l'Europe.

Nous verrons donc forcément ce repas entrer dans nos mœurs et se généraliser.

Pendant un certain temps il sera réservé aux enfants indigents et à ceux qui, moyennant une certaine redevance en voudront profiter. Mais étant donné les tendances égalitaristes et simplificatrices qui règnent partout, on finira par imposer à tous les écoliers l'alimentation collective et, pour se couvrir des frais, on demandera aux familles aisées une finance mensuelle.

Puisque les enfants ne rentraient à midi à la maison

que pour manger, cette raison n'existant plus, il sera préférable de leur éviter un trajet, parfois fatigant sous la pluie et la neige. Ne vaudrait-il pas mieux aussi des récréations communes qui les arracheraient aux prosmicuités de la rue. Bref, peu à peu l'enfant restera à l'école primaire du matin jusqu'au soir, en attendant, et cela viendra, que le dortoir scolaire ne le garde encore du soir au matin.

Et la famille, au milieu de tout cela, que deviendra-t-elle ? sans doute elle manque parfois à son devoir, elle manque surtout, dans notre état social, des moyens de le remplir. Mais ce n'est pas la guérir que de la supprimer. Les médecins ne coupent cependant pas la tête des gens qui ont la migraine, pour leur procurer un soulagement. En arrachant l'enfant à sa famille, en déchargeant les parents de leurs fonctions essentielles de *nourriciers*, on activera dans des proportions inouïes la désagrégation générale de la société, on nous conduira par une pente insensible vers le système collectiviste intégral.

Voici l'enfant émancipé, il quitte l'école pour entrer dans une usine, dans un atelier, dans une grande administration commerciale, il y retrouvera de plus en plus sous des formes nouvelles, la cantine collective qu'il vient de quitter, car de plus en plus, les grandes entreprises cherchent à s'attacher leurs employés par des liens très étroits et pour ainsi dire permanents. La *Banque de France*, la *Société Générale*, le *Crédit Lyonnais*, le *Crédit Foncier* ont organisé un réfectoire à l'usage de leurs personnels. Ces établissements financiers avaient été devancés par le *Louvre*, le *Bon Marché* et d'autres magasins de moindre importance.

M. Lahor nous donne dans son livre toute une nomenclature d'usines où l'alimentation collective des ouvriers est en vigueur et ces renseignements ne sont

rien à côté de ceux que nous livre M. Georges Benoit-Lévy dans son ouvrage sur les *Cités Jardins en Amérique*, et où il nous montre, par une quantité d'exemples probants, une tendance universelle à faire de l'usine, non plus seulement un endroit de travail, mais un centre de vie sociale comprenant *restaurant*, salle de musique et de conversation, jeux, jardins promenoirs etc. etc.

Nous voyons donc l'idée de casernement poursuivre ses conquêtes. Et du reste, puisque les enfants mangent à l'école, pourquoi les parents ne mangeraient-ils pas à la fabrique, cela arrange tout ! M. Lahor dans un des plus intéressants et des plus longs chapitres de son livre nous a parlé des restaurants populaires et de toutes les formes qu'ils prennent en se répandant dans les cités.

Il fait, dans son exposé, une grande place à la Suisse, constatant que notre pays est en avance sur beaucoup d'autres, particulièrement dans les villes de Genève et de Zurich.

(A suivre)

G. de MONTENACH.